

Quand quantifier sert d'abord à qualifier

Le cas de la data-visualisation « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) »

< Rayya ROUMANOS ¹ >

1. MICA, Université Bordeaux Montaigne
19 esplanade des Antilles, 33607 Pessac, France
rayya.roumanos@ijba.u-bordeaux-montaigne.fr

DOI : 10.25965/interfaces-numeriques.4420

< RÉSUMÉ >

Surcharge visuelle d'un côté, économie de mots de l'autre, « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) », le projet de data-journalisme publié par *Mediapart* en 2019, interpelle à plus d'un titre. D'abord, par sa construction graphique qui favorise l'exploration dézoomée des données au détriment d'une inspection élémentaire. Ensuite, par l'effacement apparent de la parole du journaliste derrière une production visuelle qui engage les récepteurs à évaluer de manière autonome les incidents rapportés. Or, loin de proposer une lecture « ouverte » des faits, pourtant induite par l'approche statistique de la réalité et par le dispositif interactif mis en place par les concepteurs du projet, la data-visualisation fonctionne sur le régime de la confirmation plutôt que celui de la découverte. La navigation libre se retrouve, en réalité, corsetée par un horizon explicatif qui puise sa légitimité aussi bien dans le discours d'autorité journalistique qui le sous-tend que dans l'apparente objectivité d'une visualisation multiscalair et chiffrée.

< ABSTRACT >

This article examines both the editorial and aesthetic nature of an innovative data journalism project published in 2019 by *Mediapart*, a French news website. The project called « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) » offers a precise census of police violence that accrued in France starting November 2018, in the form of a data visualisation that allows readers to choose between close and distant readings of events. The visualisation emphasised the reader's role in assessing each incidents through free browsing, while at the same time downplaying the journalist's implication and comments. However, framing

techniques promptly counterbalance this reader-oriented approach as journalistic qualification takes precedence over quantification, and confirmation mechanisms overshadow exploratory ones.

< **MOTS-CLÉS** >

data-journalisme, data-visualisation, violences policières, navigation libre
quantification, qualification, confirmation

< **KEYWORDS** >

data journalism, data visualization, police violence, free browsing, quantification,
qualification, confirmation

1. Introduction

Le 23 juillet 2016, *Mediapart* publie son premier long-format multimédia sur la remilitarisation de l'enclave russe de Kaliningrad, inaugurant une série de productions d'un nouveau genre, où le souci de la mise en scène visuelle de l'information et l'apport des technologies numériques viennent magnifier des récits journalistiques originaux. Le *pure-player*, fondé en 2008 par les journalistes François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit et Edwy Plenel, rejoint ainsi un mouvement initié outre-Atlantique par le *New York Times*, notamment, dans l'optique de réhabiliter le journalisme web au travers d'une offre à la fois éthique et esthétique (Jacobson et *al.*, 2016). L'accent est mis sur l'écriture avant tout, et sur les aptitudes littéraires des auteurs auxquels sont associés des photographes, des infographistes et des développeurs web pour composer des récits enrichis porteurs d'une expérience utilisateur inédite.

Une année plus tard, les dessins et les infographies interactives font leur apparition dans cette rubrique baptisée « Panoramique »,¹ pour ouvrir la voie à une nouvelle manière d'explorer le réel. Pour autant, leur place au sein de l'article reste réduite, et les techniques de data-journalisme sur lesquelles ils s'appuient, tant au niveau de l'extraction des données que de leur exploitation, demeurent relativement modestes.

La bascule entre le textuel et le visuel, c'est-à-dire entre une production où l'écrit est prédominant et une publication qui s'appuie

1 <https://www.mediapart.fr/studio/panoramique>

quasi exclusivement sur des éléments graphiques, n'intervient qu'en janvier 2019, dans le cadre d'un projet de data-journalisme ambitieux et original intitulé « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) ». ² Cette publication qui s'articule autour d'une infographie multiscalaire offre aux lecteurs la possibilité d'explorer, à l'aide de diagrammes, de photos et de vidéos, tous les signalements de violences policières recensés par le journaliste indépendant David Dufresne à partir de novembre 2018³. Économie de mots, d'une part, surcharge visuelle de l'autre, le projet soulève plusieurs interrogations, aussi bien sur sa dimension journalistique que sur sa composition graphique.

Nous proposons ici une lecture critique de cette œuvre où le texte est secondaire par rapport à la mise en scène des données chiffrées et des images captées par des témoins de scènes violentes qui se sont déroulées à Paris et en province. Une production de data-journalisme dans laquelle l'auteur se met formellement en retrait pour laisser au lecteur le loisir d'explorer, sans apparentes contraintes, les données rassemblées dans une infographie interactive et délinéarisée. Quelle interprétation donner à cet « effacement » dont la visée comme la fonction, ne peuvent être réduites aux seules considérations d'ordre esthétique ? Et comment étudier les modalités de production de sens au sein de cette publication originale où la quantification des faits recensés prend le dessus, du moins au premier abord, sur leur qualification ?

Pour répondre à ces questions et saisir la manière par laquelle le propos journalistique opère malgré l'apparente désintermédiation entre les faits et les lecteurs, nous nous appuyons sur une analyse du dispositif visuel mis en place dans « Allô place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) ». Nous entendons montrer, dans un premier temps, en quoi ce dispositif visuel se distingue de la rhétorique journalistique classique dont les composantes ont été analysées par Patrick Charaudeau

² Le projet est accessible ici :

<https://www.mediapart.fr/studio/panoramique/allo-place-beauvau-cest-pour-un-bilan>

³ Cet article a été rédigé en mai 2020, au moment où le projet « Allo place Beauvau ? » n'était constitué que d'un seul volet que nous analysons ici. Depuis, deux volets supplémentaires sont venus compléter cette production. Le premier, intitulé « Allo IGPN », s'intéresse à l'action de la police des polices et le second, « Radio police », explore la parole des policiers et des observateurs sur Twitter.

(Charaudeau, 1997, 2006) auquel nous nous référons dans ce travail, pour expliquer ensuite comment les deux approches convergent, pour renverser leur propre promesse.

L'article est composé de deux parties. Dans la première, nous revenons sur le contexte de publication de « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) » et explorons les motivations de son auteur ainsi que de *Mediapart*. Dans la seconde, nous examinons le dispositif numérique dans sa double dimension esthétique et éditoriale et interrogerons son contrat de lecture (Charaudeau, 1997) ainsi que sa dimension performative (Austin, 1962). Dans ce texte, nous employons le terme « dispositif » dans le sens d'un assemblage contraignant de formats et d'usages qui renferme une double dimension technique et sociale et dont la nature stratégique suppose des rapports de pouvoir et des logiques de conditionnement (Foucault, 1994). Le concept de data-visualisation renvoie, quant à lui, à une présentation visuelle à visée informative d'un large volume de données structurées dans le but d'optimiser leur lisibilité (Manovich, 2010). Le sens et la portée de ce construit dépendent aussi bien de son contexte de production que de sa composition graphique et de sa réception.

2. Le contexte de publication

Quand *Mediapart* lance, le 25 janvier 2019, « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) », le mouvement des Gilets jaunes, né deux mois plus tôt hors de tout cadre politique et syndical, compte déjà dix manifestations de grande ampleur qui ont été émaillées d'incidents violents impliquant les forces de l'ordre. Pendant des semaines, les images de ces scènes captées par des témoins se répandent comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux et provoquent des réactions d'indignation et de réprobation plus ou moins fortes qui restent, néanmoins, cantonnées aux seules plates-formes virtuelles qui les accueillent.

2.1. Une violence difficile à cerner

De fait, aux premiers mois des manifestations, les médias d'information hésitent encore à braquer les projecteurs sur ces actes de violence, pris dans un « jeu de tension » entre paroles citoyennes et informations journalistiques (Joux, 2019). Alors même que l'agenda médiatique est dominé par le phénomène des Gilets jaunes, les journalistes ne se font pas l'écho de la répression policière, pourtant de plus en plus présente, préférant cantonner leur couverture des violences aux seuls actes de dégradation causés par des « manifestants » et des « casseurs » (Sebbah *et al.*, 2018). Leur choix de cadrage (Entman, 1993), qui privilégie une lecture apolitique des manifestations ainsi qu'une exposition routinière des incidents violents entraîne, par ailleurs, une forme de banalisation de cette violence.

Plus généralement, c'est la restitution par la presse du phénomène dans sa complexité qui s'avère décevante, tant les rédactions peinent à se positionner par rapport aux enjeux politiques, économiques et sociaux d'un mouvement protéiforme qui repose sur la participation de citoyens jusqu'alors peu présents dans le champ politique et médiatique (Joux, 2019). Qu'elles optent pour un cadrage par le bas, centré sur les témoignages de manifestants, ou pour un cadrage par le haut, arrimer à des analyses d'experts ou à des commentaires d'éditorialistes, elles participent, au mieux, à une dilution des revendications dans un concert de voix dissonantes et au pire à une qualification savante ou idéologique des faits, déconnectée de la réalité.

Si certains médias en ligne comme *Brut* font le choix du *Live* sans commentaire (et sans vérification) pour contourner ces errements, la rédaction de *Mediapart* opte, quant à elle, pour une troisième voie. Fidèle à la ligne éditoriale que s'est fixée le journal depuis sa création et dont les principes sont détaillés dans la déclaration d'intention du 2 décembre 2007⁴ - indépendance et liberté d'expression au service d'une

4 L'article signé par Edwy Plenel et intitulé « Le prix de la liberté » a été publié le 2 décembre 2007, au soir du lancement du pré-site sous forme d'éditorial. À partir du 16 mars 2008, il est présenté sur le site comme la déclaration d'intention de *Mediapart*, consultable à l'adresse suivante : <https://www.mediapart.fr/journal/france/100308/le-prix-de-la-liberte>

information exigeante, d'intérêt public et participative - elle propose dès les premiers jours un suivi continu, ciblé et multi-genre du mouvement des Gilets jaunes.⁵

L'approche adoptée reflète le « projet politique » de *Mediapart* (Canu et Datchary, 2010) orientée vers la production d'une information détachée des impératifs économiques et indépendante du jeu politique. Et justement, cette double dynamique de dénonciation (des dérives du journalisme traditionnel) et de recomposition (d'un journalisme indépendant) prend tout son sens quand elle s'attelle à la couverture du mouvement des Gilets jaunes dont les revendications sociales et les actions de protestations malmènent aussi bien les médias que le pouvoir en place.

Elle se trouve aussi renforcée par le ciblage de la problématique des violences policières qui permet aux journalistes de *Mediapart* de « porter la plume dans la plaie », selon la célèbre formule d'Albert Londres, et de réinvestir leur rôle de contre-pouvoir⁶. Pour autant, elle ne garantit pas son succès, d'autant plus que l'approche journalistique classique adoptée par le journal peine à capter les lecteurs.

« Le nombre d'incidents violents impliquant les forces de l'ordre était hallucinant. Nous en parlions sur le site de Mediapart, mais nous avions le sentiment que les lecteurs étaient devenus insensibles à ces informations. Il fallait trouver une autre approche, mettre en ligne une publication qui produise un effet de choc. Nous devons faire en

5 Deux cent dix-huit productions rassemblées dans un dossier intitulé « Gilets jaunes, la révolte des oubliés », sont ainsi publiées à partir du 3 novembre 2018, parmi lesquelles des enquêtes, des reportages, des analyses et des tables rondes qui interrogent aussi bien le contexte social et économique de la mobilisation, que les réactions de l'exécutif et l'usage jugé disproportionné de la violence par les forces de l'ordre.

6 Depuis sa création, *Mediapart* accorde une place de choix à la couverture des stratégies de maintien de l'ordre et à leurs conséquences sur le terrain. Le cadrage est celui de la « répression policières », du « basculement organisé dans la violence et la criminalisation » ou encore de « l'impunité quasi systémique » de la police en France. Un poste d'enquête sur la répression policière a d'ailleurs été créé quelque temps avant les premières manifestations des Gilets jaunes et un projet d'observatoire des violences policières avait été envisagé en 2018 avant d'être abandonné, faute de moyens.

sorte que le message soit interpellant, qu'il entraîne une vraie prise de conscience » (Michaël Hajdenberg, co-responsable du service enquête de Mediapart).⁷

Aussi, quand le projet « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) », porté par le journaliste indépendant David Dufresne, contributeur régulier de *Mediapart*⁸, a vu le jour, la rédaction n'a pas hésité à s'en emparer.

« David répertoriait depuis novembre 2018 sur son compte Twitter des vidéos de violences policières tournées par des témoins lors des manifestations des Gilets jaunes et des lycéens. J'ai proposé à Fabrice Arfi [co-responsable du service enquête de Mediapart] de le rencontrer pour voir ce qu'il était possible de faire avec ces éléments. Nous avons déjà travaillé avec lui à Mediapart. Notre objectif était de cartographier les violences et de créer un visuel impactant. David est familier de la data et aime composer des formats originaux, ce qui n'est pas notre point fort. Nous lui avons donc donné carte blanche et avons fait en sorte que sa visualisation puisse être intégrée dans notre site. Tout ça a été monté très vite » (Michaël Hajdenberg)⁹.

En trois semaines, pour être exacte. Dans un article détaillant la genèse du projet, David Dufresne donne les précisions suivantes :

« Un projet préparé en trois semaines, autour de plusieurs compagnons de route de longue date, Hans Lemuet (Etamin Studio), Philippe Rivière (VisionsCarto), Karen Bastien et Nicolas Bœuf (WeDoData) et d'autres (...). Le but est de donner à voir la violence systémique. Ce n'est plus un signalement après l'autre, c'est un signalement sur l'autre ».¹⁰

7 L'entretien avec Michaël Hajdenberg a été réalisé le 24 janvier 2020.

8 Entre 2008 et 2009, David Dufresne couvre, pour *Mediapart*, les sujets en lien avec la police comme les nouvelles stratégies de maintien de l'ordre et leurs applications dans différentes manifestations et émeutes dont celles de Villiers-le-Bel en mars 2008 ou de Nantes en juillet de la même année.

9 Entretien du 24 janvier 2020

10 David Dufresne, « Six mois d'« Allô Place Beauvau » : chronique des violences d'Etat », *Mediapart*, 17 mai 2019, [en ligne] <https://www-mediapart-fr.ezproxy.u-bordeaux-montaigne.fr/journal/france/170519/six-mois-d-allo-place-beauvau-chronique-des-violences-d-etat>

2.2. Informer, alerter, dénoncer

L'enjeu de la visibilisation des violences policières est, en effet, au centre du propos. La plate-forme interactive mise en place par l'équipe s'articule autour d'une galerie de photos de corps mutilés qui défilent sur fond noir, accompagnées de bandeaux jaunes sur lesquels figurent des noms de catégorie évocateurs : « verbalisation abusive », « éborgnement », « blessé aux membres inférieures », « humiliations et violences », « décès »...

L'objectif est de capter le regard et l'attention à travers la compilation de faits singuliers dont la mise en scène raconte une réalité alarmante. Il s'agit moins d'apporter un éclairage journalistique sur chaque incident répertorié dans la base de données, que de rendre compte de la dimension massive et systématique de la violence qui s'abat sur les manifestants. La place qu'occupe le journaliste dans cet exposé est volontairement réduite. L'approche adoptée privilégie la désintermédiation, c'est-à-dire la réduction de l'apport direct du journaliste dans le récit afin de permettre au lecteur de construire ses propres hypothèses et, au-delà, son propre jugement. Aussi, la visée pragmatique du projet n'est pas tant de « faire savoir », pour reprendre l'analyse de Patrick Charaudeau, c'est-à-dire de fournir des informations aussi bien contextuelles que factuelles sur chaque cas de violence répertorié, que de « faire ressentir » et même de « faire faire » (Charaudeau, 1997).

La data-visualisation qui favorise une lecture dézoomée des données de manière à mettre en évidence les chaînes d'interdépendances qui les relie (Cardon, 2014), est conçue pour alerter l'opinion publique et les médias sur les violences policières. Elle entend interpeller les autorités responsables de ces actes, à la tête desquelles se trouve le ministère de l'Intérieur, situé place Beauvau, et appelle, de fait, une double réaction : celle des puissances publiques mises en cause par le propos journalistique, et celle des citoyens inciter à prendre position¹¹.

11 Dans l'article qui présente les motivations du projet ainsi que sa portée, David Dufresne tire un bilan positif de son travail : « *Après un mois de silence médiatique assourdissant, qui sert au déni politique, la France découvre subitement l'étendue*

En cela, elle suit l'exemple d'autres productions de data-journalisme qui oscillent entre approche informative et visée incitative (Roumanos, 2020). Qu'elles s'attaquent à la question des inégalités salariales, à la problématique du logement ou à celle des violences en milieu hospitalier, ces productions inspirées de l'approche militante du mouvement de la civic-tech (Baac, 2017) ont pour ambition de développer la puissance d'agir des citoyens grâce à l'instauration d'un rapport actif aux données.

Elles renferment trois caractéristiques que nous retrouvons également dans « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) » : factuel, multilinéarité et interactivité.

3. Le dispositif

Au premier regard, la data-visualisation du projet « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) » représente un décompte factuel des neuf cent trente-huit cas de violences policières qui ont émaillé les manifestations des lycéens et des Gilets jaunes entre novembre 2018 et mai 2020¹². Chaque incident signalé par des internautes durant cette période et repris sur le compte Twitter de David Dufresne y trouve sa place. D'abord, sous forme de photos intégrées à un diaporama inaugural qui met en avant une sélection d'incidents.

des mutilations. Le débat public s'ouvre enfin à la question de l'utilisation en manifestation des armes dites 'sub-létales'. Le projet a par ailleurs été primé aux Assises du journalisme de 2019 où il a reçu le Grand prix du jury, et a été cité dans plusieurs rapports d'organismes internationaux.

¹² Date à laquelle s'achève l'écriture de cet article. Depuis, d'autres signalements se sont rajoutés à la base de données

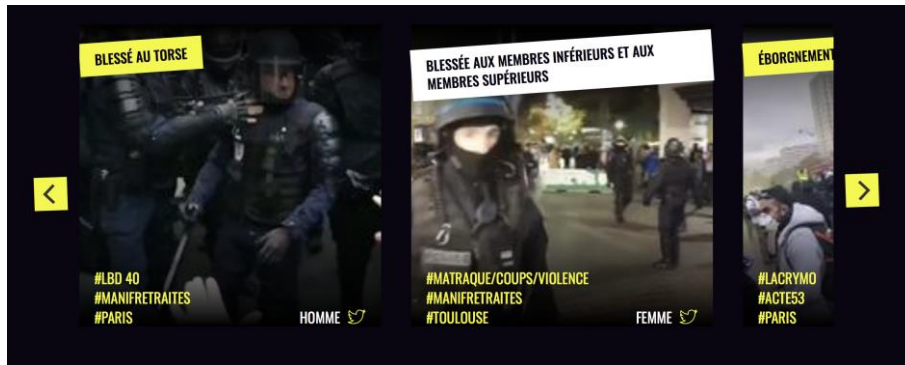


Figure 1. Capture d'écran du diaporama inaugural.

Ensuite sous forme d'icônes ou de chiffres agencés dans trois infographies complémentaires. Une première consacrée à la répartition des incidents par type de blessures.

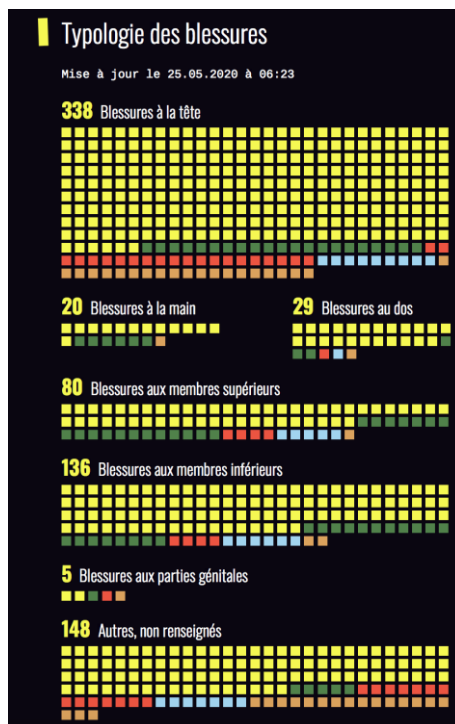


Figure 2. Capture d'écran de l'infographie consacrée à la répartition des signalements par type de blessures.

Une seconde précisant, de manière synthétique, le profil des victimes :



Figure 3. Capture d'écran de l'infographie consacrée à la répartition des victimes selon leur profil.

Et une dernière consacrée à une cartographie chronologique des incidents dans laquelle figurent également des *verbatim* des hommes à la tête du pouvoir exécutif, les « donneurs d'ordres » selon David Dufresne.

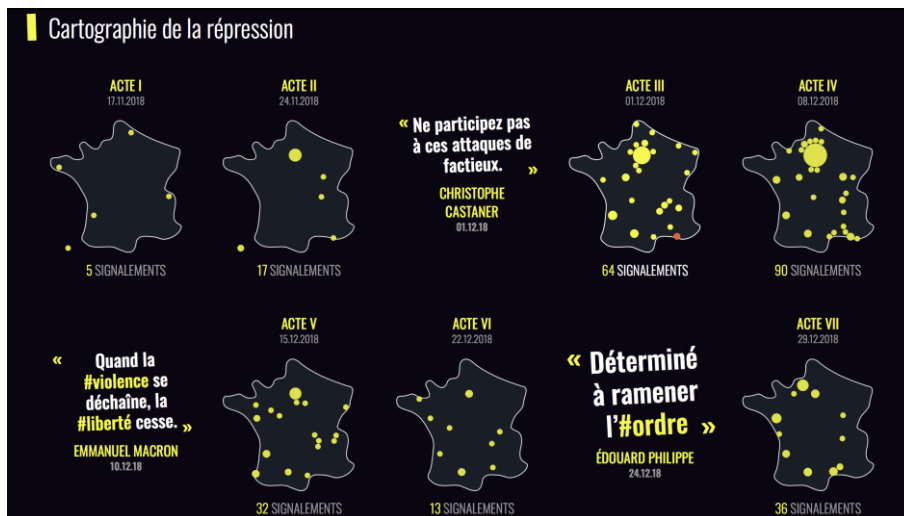


Figure 4. Capture d'écran de la cartographie centrale qui suit la chronologie des événements [extrait]

Ces trois infographies reprennent les codes du journalisme de données qui accorde une importance à la quantification et à la mise en relation d'une série d'éléments reliés entre eux par un dénominateur

commun (le lieu de l'incident, la date, le profil de la victime, le type d'arme utilisée etc.). L'agencement de ces éléments est à la fois esthétique et rationnel. Il est par ailleurs orienté vers un objectif de facilitation de la perception du lecteur. L'écart entre la donnée et la réalité qu'elle décrit se veut faible, surtout que les opérations mathématiques employées pour élaborer les infographies sont relativement simples (addition de cas en fonction de différents critères), et la composition graphique favorise la lisibilité (les principes de disjonction et de différenciation syntaxique sont respectés).

Au bas de la page d'ouverture de la plate-forme, les signalements des actes de violence policière sont présentés les uns à la suite des autres, dans un long défilé de photos « cliquables » qui renvoient, chacune, à une page sur laquelle figure le Tweet d'origine de David Dufresne, accompagné des « cinq W » (qui, quoi, comment, où et quand), symbole ultime du journalisme factuel.

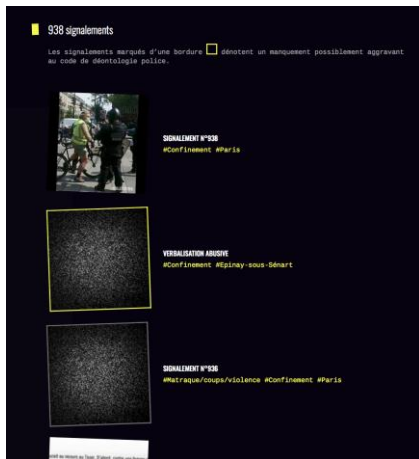


Figure 5. Capture d'écran de la colonne comportant les 938 signalements [extrait]

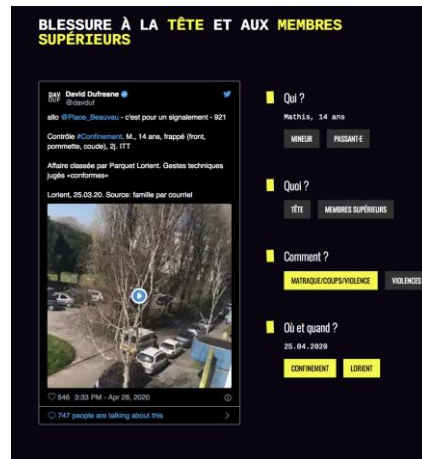


Figure 6. Capture d'écran d'une page type de signalement.

La data-visualisation comporte également une infographie qui détaille les catégories d'armes utilisées par les forces de l'ordre ; trois, en tout, représentées par des dessins qui donnent accès, grâce à des liens hypertextuels, à une brève présentation des caractéristiques de l'arme sélectionnée, à une analyse de sa « doctrine d'emploi », détaillée dans une

fiche complémentaire, ainsi qu'à l'ensemble des signalements concernés par son usage.

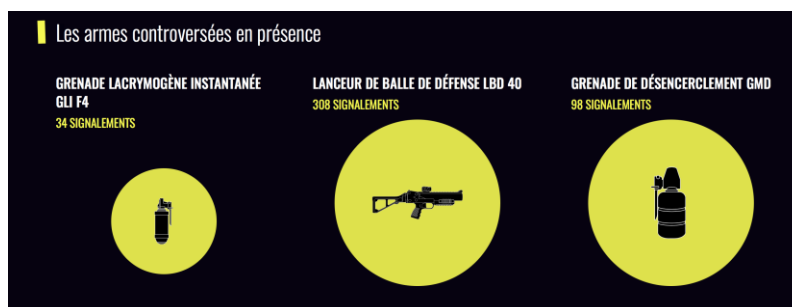


Figure 7. Capture d'écran de l'infographie consacrée au type d'armes utilisé par les forces de l'ordre.

3.1. Navigation libre

Composée d'une superposition de couches d'information, la data-visualisation offre aux usagers plusieurs parcours de lecture qui semblent échapper, de prime abord, à un contrôle éditorial strict.

Au niveau de l'arborescence, la plate-forme est composée d'une page d'accueil donnant accès, grâce à des liens hypertextuels, à un ensemble de sous-pages indexées, et organisées par types de violences, lieux des incidents et armes utilisées.

L'interactivité qui est au cœur du dispositif enjoint le lecteur à prendre pleinement possession de l'outil et à s'approprier ses fonctionnalités, grâce à une plate-forme ergonomique où un ensemble d'« affordances » (Kavanagh et al., 2017) viennent le guider dans la réalisation des tâches nécessaires à la navigation. Aussi, le contrat de lecture est-il pleinement orienté vers une forme d'autonomisation des usagers rendue, par ailleurs, possible grâce à l'effacement de la figure du journaliste.

Il s'agit là d'une première démarcation par rapport à la rhétorique journalistique classique où le sens de la lecture, principalement linéaire, est imposé par le rédacteur de l'article. Tel n'est pas le cas avec « Allô place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) », où l'architecture du

dispositif autorise, d'un côté, une grande liberté de navigation et favorise, de l'autre, la prise en main de l'outil dans l'optique d'une construction autonome d'un jugement et d'une indignation face au « scandale » exposé (Parasie, 2013). Le principe de hiérarchisation de l'information, propre à la rhétorique journaliste, est ici écarté, au profit d'un « catalogue des violences policières » au sein duquel le récepteur est appelé à élaborer son propre chemin vers le savoir.

En ce sens, l'approche adoptée par les concepteurs du projet inscrit ce dernier dans une logique plus « encyclopédique » (Cormerais et Milon, 1998) que journalistique et renvoie à des formes collectives de collecte et de réagencement de données qui favorisent une consultation ouverte des informations, plutôt qu'une lecture orientée dans laquelle une situation, un fait ou un angle est priorisé.

En tant qu'inventaire à la fois cumulatif et évolutif des incidents violents, la data-visualisation suppose, par ailleurs, une forme de transmission des connaissances similaire à l'entreprise encyclopédique ainsi qu'un double mouvement de clôture de sens aux seules catégories d'informations publiées, et d'ouverture quasi illimitée des contenus aux incidents violents à venir, à partir du moment où ils sont « signalés ».

Cette caractéristique offre au projet la possibilité d'échapper à l'impératif d'immédiateté auquel est soumis le propos journalistique traditionnel, lui qui pour des raisons aussi bien internes qu'externes au champ journalistique (les modalités d'organisation des rédactions, les règles d'écriture, la structuration des espaces marchands et le rythme propre aux faits exposés) est indissociable de la « pression du temps » (Charon, 1997, p. 26). De fait, le dispositif imaginé par David Dufresne n'est pas dépendant de l'avènement d'un fait en particulier et de la mobilisation du journaliste pour le couvrir. Dans la mesure où la *lecture d'ensemble* des incidents répertoriés prend le dessus, au niveau de l'agencement des données (figures 2, 3 et 4) et des modes de navigation (un long défilé de photos cliquables qui mènent à des pages intérieures), sur une *lecture moyenne* centrée sur les sous-catégories de signalements (en fonction du lieu, du type de blessure ou d'armes utilisées) ou encore une *lecture élémentaire* basée sur chaque incident, l'exigence d'actualité

propre à la couverture classique des événements, se trouve ici contournée.

Plus qu'un récit médiatique inscrit dans un espace-temps circonscrit, la data-visualisation se présente alors comme un objet durable qui se distingue par ses qualités documentaires ; un document d'archives qui prend la valeur d'une ressource consultable à loisir, et dont le pouvoir performatif et la faculté de persuasion dépendent de sa capacité à « disponibiliser » des informations factuelles sur des violences policières comprises dans un temps long. Pour autant, on ne peut pas qualifier cette production d'« historique » puisqu'elle ne s'attarde pas sur une contextualisation des faits ni sur une reconstitution explicative de l'irruption de la violence policière en France. Ces deux dimensions ne figurent que dans les publications « classiques » de *Mediapart*, auquel la plate-forme ne fait pas référence. Elle fait plutôt le pari d'une présentation des événements à l'état brut, laissant au lecteur le soin d'établir des rapprochements entre tel incident et tel autre et de composer des relations de causalité.

Ici, les images et les données chiffrées prennent le dessus sur les mots, et les faits triomphent sur le commentaire. De ce fait, le souci de quantification tend à placer le projet dans le giron d'une écriture plus scientifique que journalistique où les données chiffrées, supposément neutres, donnent à voir le réel tel qu'il est. Or, cette approche reste inaboutie. Non seulement les frontières du discours savant ne sont pas entièrement franchies, puisque le projet ne se réfère « à *aucun cadre d'explication théorique, ne suit aucune méthodologie particulière, ne manipule aucun concept* » (Charaudeau, 2007), mais les données qu'il expose ne sont pas, non plus, neutres. Elles subissent un travail de sélection et de reconstitution (par les témoins d'abord, puis par David Dufresne) qui met à mal la promesse d'objectivité portée par la data-visualisation. Elles sont « fabriquées » (Denis et Goeta, 2013) et répondent aux attentes des concepteurs du projet dont l'objectif ne se limite pas à *monter* les violences, mais tend plutôt à *démontrer* leur illégitimité voire, possiblement, leur illégalité.

3.2. Lecture orientée

On le sait grâce aux travaux menés dans le champ de la « sociologie des usages », le dispositif n'est pas neutre non plus (Jouët, 2000). Il porte en lui les visées aussi bien informatives que politiques de David Dufresne et de *Mediapart*, qui transparaissent à travers des contraintes de lecture contenue dans la data-visualisation.

Censée favoriser une exploration ouverte des faits, cette dernière oriente, en réalité, l'interprétation des événements ou, plutôt, de l'événement « violence policière », grâce à des procédés qui relèvent aussi bien d'une rhétorique journalistique classique, que d'artifices propres au dispositif :

Parmi ces procédés, on retrouve le choix d'une terminologie « engagée » pour accompagner les éléments visuels : une « répression française », « armes controversées », un « manquement possiblement aggravant au code de déontologie police ». Les mots employés par les concepteurs de la data-visualisation viennent appuyer l'« angle » de cette narration journalistique, c'est-à-dire son principe d'organisation et de lecture (Ruellan, 2006).

Notons également l'absence de contradictoire. David Dufresne précise que le ministre de l'Intérieur a refusé de lui accorder un entretien. Quand bien même il aurait accepté ce rendez-vous, quelle place son discours aurait-il occupée dans le dispositif ? Dans la version actuelle, les *verbatim* des membres de l'exécutif, associés à la cartographie des signalements, servent surtout à alimenter la controverse. De fait, la juxtaposition des cartes indiquant le nombre d'incidents violents et les déclarations publiques des « donneurs d'ordres » qui tentent de minimiser les faits ou de justifier l'usage de la force (Figure 4), vient souligner l'inadéquation de la réponse des autorités. Elle suit, en cela une logique de dénonciation.

D'autre part, la base de données sur laquelle s'appuie le projet ne répertorie que les seuls incidents incriminés. Toute vue d'ensemble des manifestations est ainsi proscrite au bénéfice d'une lecture à charge qui prend à témoin de public.

Les signalements sont par ailleurs agencés de telle sorte que les images des corps mutilés constituent les points d'entrée (la page d'accueil) et de sortie (la dernière page cliquable) de l'expérience de

navigation. Nous retrouvons ici un procédé journalistique à la fois ancien et prégnant : celui qui consiste à créer une représentation spectaculaire d'évènement (Nora, 1972).

Par ailleurs, l'organisation des signalements sur la page, faite d'une superposition sans hiérarchisation des incidents violents, induit un effet de masse qui amplifie le propos journalistique résumé par David Dufresne de la manière suivante : « le but est de donner à voir la violence systémique. Ce n'est plus un signalement APRÈS l'autre, c'est un signalement SUR l'autre »¹³.

Enfin, la logique de quantification qui est au centre du dispositif fonctionne sur le régime de la *démonstration* plutôt que sur celui de la *découverte* (Bachimont, 2015). La plate-forme ne comporte ni un moteur de recherche ni la possibilité de télécharger les données, deux fonctionnalités qui permettraient aux usagers d'établir des liens entre les faits autres que ceux suggérés par les infographies. Au-delà du simple calcul, la data-visualisation s'engage, incontestablement, sur le chemin de l'interprétation et de la critique.

Certes, cette construction ne préjuge pas de la réception du message, qui peut être conforme aux attentes de ses concepteurs, comme elle peut être contradictoire ou négociée (Hall, 1994), mais elle oriente la lecture à travers des mécanismes de cadrage similaires à ceux employés dans l'écriture journalistique classique. C'est, en effet, au journaliste que revient le soin de qualifier l'évènement rétrospectivement, d'identifier ses acteurs et de leur attribuer des étiquettes (Becker, 1985). Dans « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) », les manifestants, les *street medics* et les journalistes subissent la violence des forces de l'ordre. Ce sont des victimes. Par opposition, et selon une logique binaire, les donneurs d'ordres (le ministre de l'Intérieur et le préfet) et les exécutants (la police) sont les bourreaux. À travers eux, c'est tout un système et une doctrine qui sont dénoncés.

Comme dans tout texte journalistique, le dispositif « *construit son propre réel en faisant commerce de nos imaginaires* » (Charaudeau, 1997 : 237). Il se réfère à une norme partagée entre les journalistes et leurs

13 David Dufresne, « Six mois d'« Allô Place Beauvau » : chronique des violences d'État », *op.cit.*

publics pour composer un propos démonstratif qui fait sens aussi bien dans l'univers éditorial de *Mediapart* que dans l'horizon de réception de ses lecteurs. La rhétorique journalistique classique et l'approche visuelle fonctionnent, ici, main dans la main, pour inverser leur propre promesse. La factualité, la multilinéarité et l'interactivité, posées comme principe ultime d'accès au savoir, et valorisées pour leur capacité à prioriser les faits sur le jugement et à favoriser l'autonomisation des usagers, ne font pas disparaître le propos journalistique. De fait, la navigation libre se retrouve corsetée par ce dernier qui puise sa légitimité aussi bien dans le discours d'autorité qui le sous-tend que dans l'apparente objectivité des chiffres exposés.

4. Conclusion

Avec « Allô Place Beauvau ? C'est pour un bilan (provisoire) » David Dufresne et *Mediapart* ont créé un objet inédit au croisement de plusieurs rhétoriques. Sa forme plastique, son arborescent, son ergonomie, la place qu'il accorde à l'énonciateur, et les données qu'il expose, lui confèrent une dimension à la fois archivistique et encyclopédique, qui prend appui sur des techniques de quantification propres au data-journalisme.

Ils induisent également des significations préférentielles (Morley, 2008) qui n'acquièrent tout leur sens qu'à partir du moment où les récepteurs s'engagent dans un jeu d'appropriation et de réappropriation des contenus mis à leur disposition. L'effacement du journaliste n'est, en réalité, que temporaire et son propos, pourtant camouflé, resurgit à chaque manipulation.

La rhétorique journalistique, en tant que propos informatif se référant au réel, mais aussi en tant que discours qui participe à la construction sociale de la réalité, opère, ici, grâce à un double mouvement de désintermédiation entre les faits et le public, et de surinvestissement technique. Le journaliste qui consent à se mettre en retrait pour laisser au lecteur le soin d'examiner les faits par lui-même, ne perd pas pour autant le contrôle sur une narration visuelle dont la visée est, somme toute, plus persuasive qu'informatrice.

Bibliographie

- Austin John Langshaw (1962). *How to Do Things with Words*, Harvard University Press. Cambridge.
- Baac Stephan (2017). Practically engaged. The entanglements between data journalism and civic tech. *Digital Journalism*, vol. 6, n° 6, pp. 673-692.
- Bachimont Bruno (2015). Le numérique comme milieu : enjeux épistémologiques et phénoménologiques, *Interfaces numériques*, vol. 4, n° 3, pp. 385-402.
- Becker Howard S (1985). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Editions Métailié, « Leçons De Choses ». Paris.
- Canu Roland et Datchary Carole (2010). Journalistes et lecteurs-contributeurs sur Mediapart. Des rôles négociés. *Réseaux*, 2010/2, n° 160-161, pp. 195-223.
- Cardon Dominique (2014). « Zoomer ou dézoomer ? Les enjeux politiques des données ouvertes », in. Bernard Stiegler (dir.), *Digital Studies*, Fyp éditions, Limoges. pp. 79-94
- Charaudeau Patrick (2007). Discours journalistique et positionnements énonciatifs. Frontières et dérives. *Semen*, n° 22 [en ligne] <http://journals.openedition.org/semen/2793>
- Charaudeau Patrick (1997). *Le Discours d'information médiatique : la construction du miroir social*, Nathan, Paris.
- Charon Jean-Marie (1996). Journalisme et sciences sociales. Proximités et malentendus. *Politix*, vol. 9, n° 36, pp. 16-32 ;
- Cormerais Franck et Milon Alain (1998). La navigation multimédia et le retour au projet encyclopédique. *Communication et langages*, n° 116, 2ème trimestre, pp. 77-91.
- Denis Jérôme, Goëta Samuel (2013). « La fabrique des données brutes. Le travail en coulisses de l'open data ». In Mabi Clément et al. (dir.), *Penser l'écosystème des données. Les Enjeux Scientifiques et Politiques des données numériques*. Éditions FMSH. Paris, <https://tinyurl.com/ycl693w>
- Entman Robert (1993). Framing: toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of communication*, vol 43, n° 4, pp. 51-58.
- Foucault Michel (1994), *Dits et écrits III. 1976-1979*, Gallimard, Paris.
- Hall Stuart (1994). Codage/décodage. *Réseaux*, vol. 6, n° 68, pp. 27-39.
- Jacobson Suzan, Marino Jacqueline et Gutsche Robert E. (2016). The digital animation of literary journalism. *Journalism*, vol. 17, n° 4, pp. 527-546.

- Joux Alexandre (2019). Des journalistes pas comme les autres. Le traitement médiatique des Gilets jaunes, un révélateur des tensions qui traversent le journalisme. *Les Cahiers du numérique*, vol. 15, n° 3, pp. 29-52.
- Kavanagh Éric, Roberge Jacynthe et Sperano Isabelle (2016). Typologie exploratoire des affordances textuelles, *Pratiques*, 171-172. <http://journals.openedition.org/pratiques/3187>
- Manovich Lev (2010), What is visualization?, www.manovich.net, [en ligne] http://manovich.net/content/04-projects/064-what-is-visualization/61_article_2010.pdf
- Morley David (2008), « la réception des travaux sur la réception. Retour sur “Le public de Nationwide” ». in. Glevarec Hervé et al. (dir.), *Cultural Studies. Anthologie*, Armand Colin, Paris, pp. 154-169.
- Nora Pierre (1972), L'événement monstre, *Communications*, 18(1), pp. 162-72.
- Parasie Sylvain (2013). Des machines à scandale. Éléments pour une sociologie morale des bases de données. *Réseaux*, vol. 2, n° 178-179, pp. 127-161.
- Roumanos Rayya (2020). « Le datajournalisme : hyperspécialisation, horizontalité et renoncement éditorial », In. Henri Assogba (dir), *Journalismes spécialisés à l'ère numérique*, Presses universitaires de Laval, Québec, pp. 129-146
- Ruellan Denis (2006). La routine de l'angle. *Questions de communication*, n° 10, pp. 369-390
- Sebbah Brigitte, Loubère Lucie, Souillard Natacha, Thiong-Kay Laurent et Smyrnaioi Nikos (2018). Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique. Rapport de recherche du Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales. <https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-02120478/document>